

Trade and Development Board, fifty-ninth session
Geneva, 17–28 September 2012

**Plenary on Item 5:
UNCTAD's contribution to the implementation of the
Istanbul Programme of Action for LDCs:
First progress report**

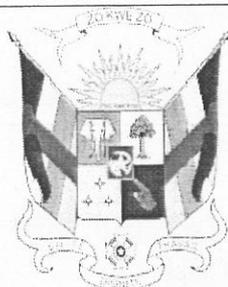
**Statement by H.E. Mr. Léopold Ismael Samba
Permanent Representative of the Central African Republic
Geneva**

Friday 21, September 2012

*Not checked against delivery **

* This statement is made available in the language and form in which it was received. The views expressed are those of the author and do not necessarily reflect the views of UNCTAD.

Ambassade de la
République
Centrafricaine
Auprès de la
Confédération Suisse



Mission Permanente de la
République Centrafricaine
auprès de l'Office des
Nations Unies et des
autres Organisations
Internationales à Genève

République Centrafricaine
Unité - Dignité - Travail

Déclaration de Son Excellence Léopold Ismael SAMBA à l'occasion de la 59^{ème} session du Conseil du Commerce et du Développement

Point 5 de l'ordre du jour : Contribution de la CNUCED à la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des PMA

La quatrième Conférence des Nations Unies sur les Pays les Moins Avancés s'est tenue à Istanbul, Turquie, du 09 au 13 Mai 2011. Le principal document adopté par la Conférence est le Programme d'action d'Istanbul.

L'objectif primordial ^{de ce} Programme d'action d'Istanbul est de surmonter les problèmes structurels qui se posent aux PMA afin d'éliminer la pauvreté, d'atteindre les objectifs de développement définis sur le plan international et de quitter la catégorie des PMA. Plus spécifiquement, les politiques nationales et les mesures de soutien international devraient être axées sur l'objectif consistant à permettre à la moitié des PMA de répondre aux critères de reclassement d'ici à 2020.

La proportion de la population mondiale extrêmement pauvre vivant dans les PMA a augmenté de 18% en 1990 à 27% en 2000 et à 36% en 2007. Compte tenu des tendances actuelles et si rien n'est fait, il est évident qu'au fil du temps les PMA deviendront les pays où se concentrera l'extrême pauvreté dans le monde.

Au demeurant, l'atteinte de l'objectif fixé par le Programme d'Istanbul en faveur des PMA pour la décennie 2011-2020, consistant à ce que la moitié des PMA répondent aux critères de reclassement d'ici à 2020 risque de n'être qu'un rêve. Car il y a une contradiction entre cet objectif et l'absence d'engagements financiers nouveaux pour parvenir à

cet objectif. A preuve depuis trente ans, trois pays seulement ont quitté la catégorie des PMA (le Botswana, le Cap Vert et les Maldives).

NB : Le modèle de développement des PMA n'est pas repensé dans le Programme d'action d'Istanbul.

Le nombre de personnes extrêmement pauvres dans les PMA atteindra 439 millions en 2015, alors qu'il ne devrait pas dépasser 255 millions si l'objectif prévu dans le cadre de l'OMD était atteint. Mieux, les PMA ne créent suffisamment de possibilités d'emplois à cause du type de spécialisation de la production, essentiellement tournée vers les produits de base. A cela, il faut ajouter l'impossibilité pour les PMA de créer un nombre suffisant d'emplois dans le secteur structuré conjuguée à une augmentation rapide de la population active qui a favorisé la génération d'emplois dans le secteur informel.

S'agissant des capacités productives, il y a développement de capacités productives quand un pays parvient à produire de façon efficiente et compétitive une large gamme de biens et de services à plus forte valeur ajoutée. Ce processus implique de renforcer les investissements – dans le capital physique, humain, social et environnemental – et de s'engager dans l'acquisition de technologies et dans l'innovation technologique. L'importante place accordée dans le programme d'Istanbul au développement des capacités productives des PMA est certes justifiée. Mais toute la question consiste à savoir comment le Programme d'action d'Istanbul sera mis en œuvre au cours des dix prochaines années.

Il ressort de quantités de données que les PMA continuent à jouer un rôle très marginal dans l'économie mondiale.

Le Programme d'action d'Istanbul reconnaît aussi que « l'amélioration des résultats économiques de certains des Pays les Moins Avancés n'a que peu contribué à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté ».

Les PMA doivent promouvoir les changements structurels et développer leurs capacités productives afin de commencer à rattraper le reste du monde et de réduire notablement la pauvreté.

De ce qui précède, notre délégation est d'avis que la mise en œuvre doit viser en priorité les objectifs principaux du Programme d'Action d'Istanbul, spécialement l'objectif de sortie d'au moins la moitié des pays membres de cette catégorie PMA d'ici 2020.

Cette mise en œuvre doit toutefois s'inscrire dans le cadre de la vision et des autres politiques déjà définis par chacun de nos pays, notamment :

- Les produits de base, y compris les produits agricoles, ont un rôle très important dans l'économie de la plupart des PMA. Ce sont ces secteurs qui ont permis à ces pays un taux de croissance accéléré de 7,1% entre 2002 et 2008 ;
- Toutefois, certains PMA dépendent de manière excessive à un seul ou quelques produits de base pour leurs exportations. Cette forte dépendance génère trop de risques pour l'économie de nos pays ;
- La création d'emplois et la réduction de la pauvreté n'ont pas assez suivi la croissance issue des produits de base, y compris lorsque cette croissance était assez forte ;
- Des efforts devraient donc être faits pour définir des politiques et des stratégies permettant de diversifier les économies des PMA et renforcer leurs capacités productives afin d'augmenter la valeur ajoutée de ces produits, créer des emplois nombreux et durables ainsi que des revenus suffisants afin de lutter efficacement contre la pauvreté ;
- A cette fin, nos pays doivent créer des conditions juridiques, institutionnelles et macroéconomiques globales favorables au développement des capacités productives et à la diversification, mobiliser l'épargne privée et améliorer le système de perception de l'impôt pour être moins dépendant des aides extérieures souvent incertaines ou trop conditionnées ;

.../...

- Nos pays doivent renforcer la productivité agricole en augmentant la part de l'agriculture dans les affectations budgétaires afin de faire face à la demande alimentaire croissante. Dans ces domaines, les efforts devraient aussi viser à améliorer les efforts de commercialisation, la diffusion de la technologie et celle de l'information, ainsi qu'à soutenir l'introduction des pratiques acceptables dans l'agriculture soumise aux standards internationaux pour l'exportation.

De leur côté, nos partenaires de développement doivent :

- Renforcer leur soutien à nos pays pour leur permettre d'atteindre des objectifs convenus à l'échelle mondiale, y compris les OMD et les objectifs chiffrés du Programme d'action d'Istanbul ;
- Permettre un meilleur accès au marché pour l'expansion du commerce de nos pays ;
- Soutenir les efforts d'investissement dans la recherche, l'innovation et le perfectionnement technologique en matière agricole, en mettant un accent particulier sur les petites exploitations ;
- Jouer un rôle important en allégeant le fardeau de l'exigence de qualité et des contraintes de livraison sur les marchés afin d'accroître la compétitivité des exportations des PMA.

Au demeurant, la CNUCED doit redoubler d'efforts pour aider nos pays à atteindre les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés à Istanbul. Ses recherches et ses analyses ainsi que sa coopération technique ont besoin de plus de ressources en quantité et en qualité améliorée si la CNUCED désire se donner les moyens d'aider nos pays à relever les nombreux défis de cette décennie.

Fait à Genève, le 21 Septembre 2012